

RAHES

Revue Africaine d'Histoire
Économique et Sociale

ISSN-L : 3080-5961

ISSN-P : 3080-5953

Revue semestrielle

Numéro

01

Novembre 2025

www.rahes.net

Revue Africaine d'Histoire Économique et Sociale

ISSN-L : 3080-5961

ISSN-P : 3080-5953

RAHES , N°01, Novembre 2025
Revue d'Histoire Économique et Sociale
www.Rahes.net

RAHES
Revue d'Histoire Économique et Sociale
Laboratoire de Recherche en Sciences Historiques (LARSHI)
Département d'Histoire
Université Alassane Ouattara – Bouaké Côte d'Ivoire

N° 01
Novembre 2025

COMITE DE RÉDACTION DE LA REVUE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M. BRINDOUMI ATTA KOUAMÉ JACOB
RÉDACTEUR EN CHEF : M. GOLE Koffi Antoine
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : M. KOUAKOU N'dri Laurent
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : M. KOUADIO Kouakou Didié
SECRÉTAIRES ADJOINTS DE RÉDACTION : M. KOUAMÉ N'guessan Bernard
RESPONSABLE DE LA DIFFUSION : M. KRA Kouamé Antoine
RESPONSABLE FINANCIER : DR /MC ESSOH None Rose Délima,
RESPONSABLE FINANCIER ADJOINT : Dr. YAO Élisabeth
WEB MASTER :

Professeur Titulaire, UAO
Professeur Titulaire, UAO
Maître de Conférences, UAO
Maître de Conférences, UAO
Maître de Conférences, UAO
Maître Assistant, UAO
Maître de Conférences,
Maître Assistant, UAO

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

M. Simon-Pierre EKANZA
M. Ousseynou FAYE
M. Aka KOUAMÉ
M. Egue Jean-Michel LATTE
M. Moussa Willy BANTENGA
M. Augustin ANASSE
-M. Mamadou BAMBA
M. Yacouba ZERBO
M. Moritié, CAMARA
M. Koffi Antoine GOLE
M. BEKOUIN Tanoh Raphael
Koffi N. Joseph TSIGBE
M. Kouakou Désiré M'BRAH
M. Yacouba BANHORO
M. Didier Marcel HOUENOUE
M. Ahmeth N'DIAYE
M. Ismaïla CISS
M. Valy FAYE
M. Ben Soualiou MEITE
Mme Akabla Florentine AGOH Epse KOUASSI
Mme None Rose De Lima ESSOH Epse SORO
M Jean Charles. DEDE
M. Seydou Oumar KANE
M. Mian Newson Kassi Mathieu ASSANVO
M Adou Marcel. AKA
M. SEKA Jean-Baptiste

Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Dakar)
Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-CI.)
Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-CI.)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké – CI.)
Professeur Titulaire, Université Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou-BF)
Professeur Titulaire, Université Abomey Calavy (Bénin)
Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop (Dakar – S.)
Maître de recherches, IFAN
Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop (Dakar – S.)
Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
Maître de conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Maîtres de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké)
Maître de Conférences, Université Joseph Ki-Zerbo Ouagadougou)
Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan)
Maître de conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa)
Maître Conférences, Université Jean Lorougnon Guédé (Daloa)

ADMINISTRATION

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN SCIENCES HISTORIQUES (LARSHI)
Département d'Histoire
Université Alassane Ouattara
Les articles sont envoyés à : revuerihessh@gmail.com

Normes de rédaction (NORCAMES/LHS)

La présentation du texte est conforme à la norme proposée par le CAMES en 2016

La saisie devra être effectuée avec traitement de texte Word. La mise en forme (changement de corps, de caractères, normalisation des titres, etc.) est réalisée par l'imprimeur. Le texte dans son intégralité (introduction, développement, conclusion et références bibliographiques) doit être rédigé en Arial Narrow, taille 12.

Pour la ponctuation, les normes sont les suivantes : un espace après (.) et (,) ; un espace avant et après (;), (:), (?), et (!). Les signes mathématiques (+, -, etc.) sont précédés et suivis d'un espace.

Les chiffres incorporés dans le texte doivent être écrits en toutes lettres jusqu'au nombre cent. Au-delà, ils le seront sous forme de chiffres arabes (101, 102, 103...)

Les siècles doivent être indiqués en chiffres romains (I, II, III, IV, X, XX).

Le résumé

Le texte de l'article sera accompagné d'un résumé, en français et en anglais (abstract), comportant la problématique, l'objectif général et les principaux résultats. Composé de 200 mots maximum, et de taille 10, ce résumé ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit.

Les mots clés

Le résumé est suivi des mots-clés en nombre raisonnable (5 à 8 au maximum) seront donnés, en français et en anglais (key words). Ils seront en taille 10.

L'auteur

La présentation de l'auteur est la suivante : Le ou les prénom(s) suivi du nom (le nom en majuscule dans l'ordre prénom, nom), adresses compètes (institution, Laboratoire ou département, adresse électronique, pays et numéro de téléphone). Le ou les prénom(s) et le nom en gras, taille 12 et le reste des informations ci-dessus en taille 11

Sources d'archives

Nom de la structure conservant le document (Centre d'archives)–Fonds – le carton ou dossier – le titre du document- et l'année. Exemple : ANCI, 1RR47, SERVICE AGRICOLE, Rapport sur la situation agricole du cercle de Daloa : 1907 -1932.

Sources orales :

Nom et statut du témoin (fonction, âge, etc.) – le lieu et la date de l'entretien.

Références internet

Le moteur de recherche, le site, l'adresse, le titre du document, la date de mise à jour ou de mise en ligne, la date de consultation, le Webmaster.

Les articulations de l'article

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; ; 3. ; etc.)

Les citations

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : - (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées) ; -

Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples : - En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens () ».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

« Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire ».

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

« le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères ». (S. Diakitè, 1985, p. 105).

Les notes de bas de page

Les sources historiques (archives, sources imp et sources orales), les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les références bibliographiques

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.) Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Catherine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p.145-151

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

SOMMAIRE

DIAKITE Brahim, DOUMBIA Ali, KONE Issa : Les enjeux de la présence militaire chinoise en Afrique (2004-2024).....	11 à 22
Aboukar ABBA TCHELLOU : Les échanges sous forme de troc et des objets à usage monétaires dans la partie occidentale du bassin du lac Tchad de la fin du XIXe au XXe siècle.....	23 à 40
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE : Expédition militaire ashanti sur la côte en Gold Coast au XIXe siècle (1813-1816).....	41 à 61
AMADOU BELLO : Tangible and intangible cultural heritage and development in northern Cameroon.....	62 à 77
Dr. Ibrahima Khalilou DIAGNE : Distribution des poteries en milieu wolof au Sénégal, production artisanale et consommation domestique.....	78 à 96
Ignace KOFFI :La poste de Côte d'Ivoire face à l'avènement des NTIC (1996-2020)	97 à 107
Boubacar SAMBARE : Le marché du textile en Afrique Occidentale Française (A.O.F.) : un enjeu commercial majeur à l'époque coloniale (Fin XIXe siècle – 1958).....	108 à 123
Dre Félicité PAHO NYA : Colonisation française et désorganisation du travail agricole dans les sociétés traditionnelles africaines : cas du village Bangangte au Cameroun (1916-1960).....	124 à 141
Stéphanie Laetitia BEKONO NDONGO : L'appui du Fonds Européen de Développement dans la programmation budgétaire au Cameroun : expérience du PAPDEP, 2007-2011.....	142 à 156

Rokia Alexandra KONATE : Les effets sociaux et politiques des modèles de protection des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire.....	157 à 175
Hervé Landry COULIBALY et Sita POROGO : Le marché central de Ouahigouya de 1991 à 1996 : reconstruction et modes de gestion.....	176 à 192
Joseph Yannick MBATCHOU : La montée des discours de haine et de violences pendant les élections présidentielles au Cameroun : enjeux et perspectives.....	193 à 209
Nonwhoun Ulrich Ange Priva ZOUHO : Les troubles psychiatriques dans la colonie de Côte d'Ivoire : éléments déterminants, approches thérapeutiques et évaluation de la psychiatrie coloniale de 1912 à 1938.....	210 à 225
N'Goran Alphonse BROU : Les migrants dans le développement socio-économique du pays Agba : 1910-1975.....	226 à 244
Kouadio Serge YAO :Le binôme café-cacao dans le développement socio-économique de la région de Bocanda : 1946-1970.....	245 à 262
N'dri Alexi KOUAME ; Sompléi Sévérin FLE : Contribution à l'étude des stratégies de développement des filières agricoles en Côte d'Ivoire : cas de la politique d'ivoirisation de la profession bananière (1968-1993).....	263 à 282
VARIA	263
Dr Prince Appia EHUI : Éducation naturelle et IA éducative : vers un tuteur virtuel à l'aune de l'Emile.....	284 à 294

AVANT-PROPOS

La RAHES, revue spécialisée en histoire économique et sociale, est un outil de vulgarisation des travaux de recherche de l'élite universitaire, plus spécifiquement ceux des historiens d'horizon divers. Malgré les nombreux travaux publiés pas de brillants historiens à travers les siècles, de nombreux pans de l'histoire sociale et économique renferment encore de nombreux mystères non encore élucidés. Les travaux présentés par les contributeurs du deuxième numéro s'articulent autour de trois principaux axes.

Le premier axe « question socioéconomique coloniale et pratique sanitaire » regroupe cinq articles. N'goran Alphonse Brou analyse la contribution de la main d'œuvre immigrée dans le développement du pays Agba (Côte d'Ivoire). L'auteure Félicité Paho Nya s'est intéressée à la désorganisation du travail agricole dans les sociétés traditionnelles au Cameroun, cas du village Banganté. L'enjeu commercial du marché du textile de l'Afrique Occidentale Française constitue l'objet de l'étude de Boubacar Sambaré. Enfin, Ange Priva Zouho nous plonge dans l'univers de la pratique des soins psychiatriques en Côte d'Ivoire entre 1912 et 1938.

Le second axe, se rapportant aux questions militaires, contient deux publications. Le premier qui est l'œuvre de Kouamé Kossonou Sécré, présente les expéditions militaires Ashanti sur la côte en Gold Coast entre 1813 et 1816. Le deuxième est une co-production de Bahima Diakité, Ali Doumbia et Issa Koné. Il analyse les enjeux de la présence militaire chinoise en Afrique entre 2004 et 2024.

Le troisième axe traite des questions commerciales, de distribution et de la coopération et des entreprises, regroupent quatre articles. Le duo Hervé Landry Coulibaly et Sita Porogo s'est intéressé à la reconstruction et à la gestion du marché central de Ouahigouya (Burkina Faso). Aboukar Abba Tchellou révèle que les échanges commerciaux dans le bassin du lac Tchad étaient basés sur le troc et l'usage des objets monétaires. La coopération économique Nord-Sud a été l'objet d'analyse de Stéphanie Laetitia Bekono Ndongo. Elle a mis l'accent sur l'importance du FED dans la programmation budgétaire au Cameroun de 2007 à 2011. Au niveau de la Côte d'Ivoire, Ignace Koffi démontre que l'avènement des NTIC a influencé négativement la Poste, l'une des rares sociétés de l'État non encore privatisées. Quant à Ibrahima Khalilou Diagne, il a abordé la question de la distribution des poteries en milieu Wolof.

Le quatrième axe « crises sociopolitiques » propose trois publications. La première produite par Joseph Yannick Mbatchou décrit les enjeux et les perspectives de la montée des discours de haines et de violence pendant les élections présidentielles au Cameroun. La seconde est l'œuvre de Rokia Alexandra Konaté. Elle montre les effets sociaux, politiques et symboliques des modèles de protection des réfugiés libériens en Côte d'Ivoire. Enfin, Prince Appia compare l'éducation naturelle et l'IA éducative.

Le binôme café-cacao dans le développement socio-économique de la région de Bocanda : 1946-1970

Kouadio Serge YAO¹

Résumé

Dans la stratégie de mise en valeur coloniale, les colons introduisent les cultures du café et du cacao dans la colonie de Côte d'Ivoire. Les cultures du café et du cacao ont contribué au développement socio-économique de la région de Bocanda. Le développement du binôme café -cacao ont permis à la région de bénéficier de la réalisation des infrastructures socio-économiques. La production du café et cacao a conduit à l'arrivée massive des populations de diverses horizon, mais aussi à la réalisation des infrastructures routières pour l'évacuation des produits. L'activité commerciale prend essor remarquable avec la naissance des marchés, la création des écoles et des centres de santé.

Mots-clés : culture, café-cacao, région, Bocanda, développement, socio-économique

Abstract

As part of the colonial development strategy, the colonists introduced coffee and cocoa crops to the colony of Côte d'Ivoire. Coffee and cocoa cultivation contributed to the socioeconomic development of the Bocanda region. The development of the coffee-cocoa sector allowed the region to benefit from the construction of socioeconomic infrastructure. Coffee and cocoa production led to the massive influx of populations from diverse backgrounds, as well as the construction of road infrastructure for the evacuation of products. Commercial activity boomed remarkably with the emergence of markets, schools, and health centers.

Keywords: culture, coffee-cocoa, region, Bocanda, development, socioeconomic

¹ Université Félix Houphouët-Boigny

Introduction

Au cours de la période coloniale, l'économie de la région de Bocanda se caractérise par la place prépondérante qu'occupent les activités agricoles et le rôle de soutien qu'apporte cette agriculture à l'ensemble des autres activités économiques. En dehors de cette agriculture qui tient ses habitudes et ses techniques de la période précoloniale, se développe dans la région une agriculture qui porte sur des produits nouveaux. Les raisons économiques qui ont amené les colons à introduire les cultures du caféier et du cacaoyer dans la colonie de Côte d'Ivoire était de donner une économie marchande comme la colonie anglaise Gold-Coast à partir de la culture du café et de cacao (J. B. Adjélou, 1988, p.160), c'est donc vers la culture de ces deux produits que s'orientent les efforts des administrateurs qui viennent dans la région de Bocanda.

La période 1946 marque le début des performances économiques qui sous-entend certaines orientations économiques majeures. L'abolition du travail forcé, la coopération entre l'administration coloniale avec la population locale sont des facteurs qui donne un coup d'accélérateur à l'économie de plantation dans la région de Bocanda. Malgré la succession rapide d'évènements politiques importants, le retour de la croissance économique l'emporte amplement. L'économie de traite coloniale connaît un boom. C'est le résultat des mesures de relance des productions agricoles initié dès l'année 1946. L'année 1970 est une année référencé car la boucle du cacao se déplace vers d'autres région de la Côte d'Ivoire. D'autres régions agricoles du pays surplante la production de la région de Bocanda. En 1970, la région de Bocanda dispose d'un certains nombres d'infrastructures socio-économique de base. Les exploitations de café et du cacao continuent de plus belle une progression ininterrompue après la Seconde Guerre mondiale. La culture du café a bénéficié de circonstances favorables pour s'assurer une forte et régulière croissance. Quant au cacao, les productions de 1959-1960, 14000 tonnes sont dépassées en 1967-1968 avec 22500 tonnes. Face à la croissance de la production agricole, l'on note le développement des infrastructures routières et du commerce. Ainsi que la naissance des écoles, des centres de santé et la création de nouveaux marchés. Dès lors *comment les cultures du café et du cacao ont contribué au développement de la région de Bocanda ?*

Pour répondre à cette question, nous avons adopté une méthodologie qui a consisté en la collecte et en un recoupement des informations en exploitant les sources d'archives, les documents imprimés et les sources orales. L'internet est également mis à contribution. Leur usage permet d'appréhender tous les contours du sujet traité. Dans le souci de corriger ou d'éliminer les erreurs ainsi que les contradictions, des recoupements ont été faits. Une telle approche a eu pour avantage de faire ressortir les qualités et les points de convergences.

L'objectif de cette étude est de montrer que la production du café et du cacao a été déterminante dans la modernisation des infrastructures routières, l'essor des activités économiques et des services sociaux de 1946 jusqu'en 1970.

Pour mener à bien cette étude, trois centres d'intérêt en constituent la trame, la première présente la stratégie de mise en valeur coloniale de 1946-1955, la deuxième évoque l'intensification des migrations et le développement des infrastructures routières et la troisième examine le développement du commerce, des marchés, des écoles et des centres de santé de la région de Bocanda.

1-Les fondements de la valorisation coloniale de la région (1946-1955)

À partir de 1946, les autorités coloniales décident de donner un nouvel dynamisme à l'économie ivoirienne. Ils établissent un plan de développement économiques et une stratégie de mise en valeur allant de 1946 à 1955.

1.1-Les grands lignes du plan de développement économique

À la demande du haut-commissaire de la république, le Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, chaque territoire de la fédération a élaboré un programme complet de mise en valeur rationnel de toutes ses ressources. Selon F. A. d'Aby, (1951, p.120), le plan de développement économique de la Côte d'Ivoire établi en novembre 1946, est le résultat d'une « collaboration intime et continue entre les services administratifs d'une part et les représentants les plus qualifiés des importateurs et exportateurs commerçants et groupements professionnels d'autre part ». Ce programme a trait à l'agriculture, aux industries forestières et aux transports. Au plan agricole, la commission préconise la solution appropriée à

chaque culture. En ce qui concerne le cacaoyer, la lutte contre les maladies ainsi que la politique de régénération des plants sont poursuivies sans défaillance. Une station expérimentale est mise en place à Abengourou et confiée à des spécialistes de la culture des maladies et des parasites du cacaoyer. L'on encourage la régénération des plantes et l'extension de la culture par des primes. Parmi les mesures propres à accroître les rendements de caféiers et à améliorer la qualité du produit, la commission du plan a retenu l'amélioration des variétés, l'acquisition de moyens mécaniques de cultures et de traitement, la lutte contre le parasites ; etc.

La commission a proposé également la création d'un organisme coopératif pour le traitement mécanique. Ce système a eu comme conséquence une économie de main-d'œuvre, un produit homogène, mieux conditionné et un abaissement de prix de revient. La commission recommande le relèvement des prix d'achat aux producteurs. La partie du plan intéressant les oléagineux arachides sésame, consiste à améliorer les procédés de cultures en remplacement de la daba par la charrue et à étendre les superficies cultivées afin d'obtenir une augmentation du potentiel de production.

1-2- La fin du travail forcé et l'essor de l'économie de plantation

À partir de 1946, la réponse à la crise de productions agricoles impose d'importants aménagement du système économique et social, compte tenu des difficultés du colonialisme local et international. Après la Seconde Guerre mondiale l'économie de plantation connaît un boom. Cette augmentation rapide des plantations est due à la hausse des prix au début des années 1950, mais à l'abolition du travail forcé et du code de l'indigénat en 1946-1947. Cette mesure, décidée contre l'opinion européenne locale par le gouvernement de l'immédiat après-guerre, permet à l'économie de plantation de la région de Bocanda de montrer toutes ses potentialités. Les leaders politiques issus du syndicat agricole africain continuent les luttes jusqu'en 1952-1953 afin d'abattre les dernières résistances opposées par les tenants d'un colonialisme archaïque. D'une certaine façon, la victoire du RDA mené par Houphouët-Boigny consacrait l'autonomie de l'économie de plantation vis-à-vis de l'action colonisatrice et de ses projets de développement (H. Y. d'Alépé, 2010, p. 18).

L'intensité du réveil politique en Côte d'Ivoire et le contexte international dominé par l'émergence de deux superpuissances (USA et URSS) hostiles à l'oppression coloniale amènent, en effet, à la décision du développement économique et social de la colonie, à l'aide de nouvelles méthodes, par des voies plus modernes. Les instances supérieures de la colonisation optent alors pour la programmation au moyen de plans et le financement à l'aide de la mobilisation de ressources extérieures et locales (H. Y. d'Alépé, 2010, p. 18). Les exigences de relance de la croissance économique et celles de l'environnement international conduisent ainsi à l'abandon des procédés archaïques auxquels la violence sert de principal facteur d'inspiration et de stimulation. Les nouveaux instruments et moyens de mise en valeur s'identifient au concours financier de la métropole dont la contribution importante en ressources sont fournies par les sociétés d'État, les sociétés d'économie mixte, FIDES², CCFOM³. Il s'y ajoute la contribution de la colonie fournie par le budget local et les fonds spéciaux, FERDES⁴. Instrument privilégié de cette politique de mise en valeur, le plan décennal de développement économique de la Côte d'Ivoire, 1947-1957, résulte de diverses concertations, il remplace le plan de développement économique de la Côte d'Ivoire du 27-11-1946. La réalisation du plan en arrive, pour des raisons de commodité, à un étalement des propositions de réalisation des projets en deux temps : du 1^{er} juillet 1947 – 30 juin 1953 et du 1^{er} juillet 1953 – 30 juin 1957 (H. Y. d'Alépé, 2010, p. 18).

La priorité accordée à la question des moyens de transport, de la remise en état des infrastructures de transport et de communication rappelle, cependant, la constance des préoccupations d'évacuation et de rentabilité des projets. En dépit des déclarations et des généreuses intentions de prise en considération du progrès économique et social de la colonie, ce souci prédomine. Les principes de développement à la base du plan décennal 1947- 1957 exigent des réformes fondamentales qui concernent l'amélioration des conditions d'existence, de travail de la population, ainsi que celle des conditions d'intensification de la production. Il s'agit principalement de la libéralisation de la mobilisation, de la main-d'œuvre par l'abolition du travail forcé. Le SAA⁵ lutte de façon spécifique, pour la revalorisation du salaire des manœuvres, afin

²- Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social

³- Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

⁴- Fonds d'Équipement Rural et de Développement Économique et Social

⁵- Syndicat Agricole Africain

d'encourager l'engagement volontaire de la main-d'œuvre. Le renoncement à la violence dans la sphère économique s'accélère également, grâce à l'impact du financement du développement de la production de café-cacao et de la modernisation des régions productrices par les comptes café-cacao.

Dans le souci d'un véritable développement du libéralisme économique, la libéralisation s'étend aux travaux agricoles à travers l'abandon du principe des cultures obligatoires et des fournitures forcées de produits dont souffraient les paysans. La libéralisation du travail s'accompagne également avec l'abandon de la politique de croissance des productions au moyen de simple extension des superficies des plantations. C'est la substitution des méthodes intensives aux voies traditionnelles extensives, la recherche de l'intensification de la production par l'augmentation de la productivité. Cette amélioration des rendements s'appuie aussi sur la multiplication des centres et instituts de recherche, celle des stations agricoles expérimentales. C'est le cas de la réalisation de la station d'Abengourou, en projet depuis 1927, elle s'ouvre véritablement en 1946 (F. A. Amon, 1951, p.120). La mission consiste à mettre au point des méthodes modernes de plantation, de culture, d'entretien et de lutte phytosanitaire. La station agricole expérimentale appartient aux dispositifs mis en place pour la recherche de plants améliorés, de sujets résistants aux maladies comme le swollen-shoot, ainsi que pour la préparation des produits de qualité supérieure.

La politique incitative menée par l'administration auprès des populations rurales de la région de Bocanda a produit ses effets. La dynamique économique de la région de Bocanda se situe au niveau de sa production agricole. Le tableau ci-dessous nous montrent les productions de café et cacao de la région de Bocanda et de la Côte d'Ivoire de 1959 à 1969.

Tableau n°1 : Production du cacao et du café de la Côte d'Ivoire entre 1959 à 1969 (en tonnes)

Secteurs agricoles	Cacao		Café	
	1959 –1969	%	1959 – 1968	%
Bocanda	200100	17,56	272700	15,46
Production nationale	1139500	100	1764700	100

Source : Ministre de l'agriculture et forestière, 1983, : 72.

Les chiffres du tableau indiquent une forte croissance des deux principaux produits d'exportations dans la région de Bocanda en 10 ans. Au niveau du cacao, la région de Bocanda cumule 200100 tonnes entre 1959 à 1969, soit 17,56% de la production nationale. En ce qui concerne le café, la production de la région de Bocanda entre 1959 à 1968 est de 272700 tonnes, soit 15,46 % de la production nationale. L'importance de ces deux productions entraîne un dynamisme migratoire vers la région, mais aussi la modernisation des infrastructures routières grâce à l'impact du financement du développement au compte de la production du café et du cacao.

2- Dynamiques migratoires et modernisation des infrastructures routières

La vulgarisation des cultures du café et du cacao dans la zone forestière de la région de Bocanda n'a pas tardé à attirer les populations de divers horizons. Mais aussi au développements des infrastructures routières.

2-1-L'afflux migratoire vers la région de Bocanda

L'ouverture de la région sur l'extérieur, à la suite de la pénétration coloniale en 1901 (C. Benveniste, 1969, p.10), l'exploitation des produits de traite et l'introduction des cultures spéculatives dans la région sont à l'origine de plusieurs mouvements migratoires. L'on distingue en général les migrations vers les pôles attractifs de la région. En ce qui concerne les migrations internes, la mobilité a été un phénomène caractéristique de la population de la région de Bocanda. Au cours des premières années de la colonisation française, la désertion des villages et la constitution de campements clandestins étaient un réel écueil pour l'administration coloniale. Les habitants s'éclipsent au cœur de la forêt ou se dispersent aux quatre coins du cercle. Pour lutter contre ces désertions, l'administration procède au regroupement des villages le long des principaux axes routiers de la région de Bocanda. Ainsi, progressivement, les habitants finissent par se stabiliser définitivement dans les villages importants entre 1921 - 1925⁶. L'adoption de cultures pérennes telles que le cacao et surtout le café accélérant le processus. L'on devine, à travers les sources coloniales, l'étendu du phénomène migratoire qui se circonscrit à l'intérieur de la région.

⁶- ANCI, 1EE 139, 1921

Le chiffre de population que nous avons retenu est l'inventaire de la population établi en 1965 (C. Benveniste, 1969, p. 38). Toutefois, les recensements administratifs ayant plutôt tendance à sous-estimer qu'à surestimer la population. L'ensemble de la population reste sous-estimé en l'absence de données permettant l'actualisation globale en 1968. Les différences de densité apparaissant au niveau des secteurs donnent déjà des indications sur la répartition de la population : le sud de la région (Bocanda) est plus densément peuplé que le nord (Ouellé). Elle offrait aussi plus de possibilités agricoles. Les nouveaux centres administratifs (à l'exception de Daoukro) sont moins peuplés que les anciens. Ouellé, a la densité la plus faible. C'est une région de peuplement plus récente où la colonisation des terres n'est pas achevée ; avant la mise en valeur, elles étaient écartées des voies de passage et démunies de bonnes voies d'accès. Enfin Ouellé n'a pas de population considérée comme urbaine, le centre n'étant encore que de gros villages de 1 000 à 1 500 habitants où la vie rurale reste prédominante. La population actuelle de la région représente presque le double de la population recensée en 1955, L'accroissement rapide de la population s'explique par l'addition à l'excédent naturel d'un bilan migratoire fortement positif. L'on peut établir des comparaisons entre les recensements administratifs de la population en 1955 et l'estimation de la population en 1965 (en émettant toutefois de sérieuses réserves sur les recensements administratifs de 1955, certainement très incomplets et d'une valeur inégale). La répartition de la population par cantons dans le recensement de 1955⁷ permet de retrouver à l'intérieur des anciennes subdivisions le découpage par sous-préfectures. Bien que les chiffres ne soient pas d'une grande exactitude, les différents pourcentages d'accroissement de population par sous-préfecture permettent d'évaluer le dynamisme de chacune d'elles. Le tableau suivant nous montre les différents pourcentages d'accroissement de la population dans la région de Bocanda.

Tableau 2 : Taux d'accroissement de la population dans la région de Bocanda

Secteurs	Population en 1955	Population en 1965	Accroissement	Pourcentage d'accroissement
Bocanda	47000	59000	12000	25,5
Daoukro	7900	24000	16100	203,8
Ouellé	13800	28000	14200	102,9
Côte d'Ivoire	2661000	4210000	1549000	58,2

Source : C. Benveniste, 1969, : 41.

⁷- Ministère du plan, 1958, Tableau n°4

L'accroissement de la population dépasse 100 % dans les nouvelles sous-préfectures de Ouellé, et spécialement de Daoukro, où la population a triplé en dix ans du fait de l'extension de la ville et la mise en valeur des terres. À Bocanda, l'accroissement est plus faible, il ne dépasse pas 25,5 % exprimant une certaine stagnation. Ce sont les régions de faible densité (Ouellé, Daoukro qui comptaient moins de 10 habitants au km² en 1955) qui ont enregistré l'accroissement relatif de population le plus fort. Cette constatation permet de renforcer l'hypothèse selon laquelle la colonisation des terres cultivables s'est effectuée à partir d'anciennes sous-préfectures : Bocanda, Kouassi-kouassikro et d'autre région Baoulé vers les terres neuves qui bordent la Comoé, encore faiblement peuplées, à partir du moment où l'amélioration du réseau routier consécutive aux besoins des régions nouvelles a permis une pénétration rapide et facile.

Le baoulé propriétaire de plantations recrute de la main d'œuvre directement dans son village d'origine, parmi ses amis et ses propres parents. Avec eux, ils forment un campement sis au milieu de la plantation. Sans faire cas de l'existence de l'autochtone à qui il doit la terre, il place ses hommes discrètement. Ceux-ci à leur tour vont recruter des confrères au village natal et constituer des campements autonomes. Un seul Baoulé peut ainsi, installer plusieurs confrères à différents points de la forêt. Résultat, l'on rencontre d'importantes colonies Baoulé de même tribu, de même village, de même famille, dans des secteurs bien localisés. Baoulé de Didiévi 20% ; Baoulé de Tiébissou 20% ; Baoulé de Bouaké 10% ; Baoulé de Diabo 8% ; Baoulé de Botro 6% : (N. Ouata, 1978, p. 7). Procédant par occupation systématique, diffuse, ils échappent à tout contrôle. Puis s'étendirent jusqu'à la Comoé, dans le secteur de Ouellé-Daoukro. Dans cette région riche en potentialités humaines, il est venu s'ajouter aux peuplements anciens autochtones et allochtones, une masse d'immigrants provenant des pays étrangers limitrophes. Cette densité humaine a permis le développement des infrastructures routières.

2-2- L'extension et l'amélioration du réseau routier

La première fonction du réseau routier a été de servir d'auxiliaire au rail pour, le drainage des produits de la traite sur Abidjan. La région de Bocanda, qui reliait entre eux tous les principaux centres, était faite pour desservir l'arrière-pays de la gare de Dimbokro, à un moment où il n'existait aucun autre débouché vers le sud. Dimbokro était alors le centre unique de groupage des produits et de redistribution des marchandises. C'est l'ouverture de la route Kotobi-Abidjan, conçue toujours dans le même souci de relier la

région le plus rapidement possible à la mer, qui porta un coup décisif au chemin de fer et par contrecoup à l'activité économique de Dimbokro. Alors que la ville était restée jusque-là le centre d'attraction et le point de convergence de tout le réseau routier, malgré sa position à la frontière de la savane et de la forêt, excentrée par rapport aux zones de forte production de café et de cacao, elle se trouva tout à coup reléguée à l'écart, les flux de produits ayant été capturés par la route. En effet, tous les itinéraires d'évacuation des produits par Dimbokro s'effectuaient en deux temps, avec le double inconvénient d'un détour préalable vers le sud-est pour atteindre le chemin de fer et d'une rupture de charge route - voie ferrée. La route Kotobi-Abidjan se trouvait prolongé au contraire en ligne droite la section orientale de la région de Bocanda, où se développaient les nouveaux centres de productions. Le réseau routier est actuellement utilisé pour assurer en premier lieu l'évacuation directe des produits jusqu'à Abidjan, puis pour désenclaver les nouveaux centres de production de la région de Bocanda. Long de 193 km, elle permet des liaisons plus rapides entre l'un quelconque des centres de la région de Bocanda. Elle a donc totalement modifié le dessin des axes de circulation. La presque totalité des flux s'est déplacée vers l'est, tandis que les zones de Ouellé et Daoukro, autrefois les plus éloignées des axes vitaux, se trouvaient placées sur l'axe le plus direct menant à Abidjan et par là-même le plus actif. Parallèlement, toute la section Ouest de la région a vu diminuer l'intensité du trafic, si bien que la route Ananda-Bocanda est à présent la seule portion de route de la Boucle qui ne soit qu'une route secondaire.

L'ouverture de la route Kotobi-Daoukro, puis percée en 1957 dans le but de relier Abidjan a nécessairement accéléré le processus d'ouverture de multiples petites routes secondaires se rattachant à cet itinéraire (C. Benveniste, 1969, p. 41). Les premières relient les nouveaux centres de production de la région. Les suivantes permettent d'accélérer la pénétration là où il existe encore des terres, à cultiver. Un réseau très ramifié de routes secondaires, s'est ainsi développé au Nord- Est, dans le polygone compris entre Groumania, Ouellé, Daoukro et la Comoé. L'augmentation de la densité du peuplement s'est produite en corrélation étroite avec l'ouverture de nouvelles routes. C'est ainsi que l'accroissement de population de la circonscription s'est fait à un rythme rapide, avec l'ouverture de routes permanentes, de Priko à Ouellé et Daoukro. Outre les liaisons avec Abidjan et l'amélioration du réseau intérieur, il s'est avéré par la suite nécessaire d'établir des liaisons inter-régionales avec les régions voisines : la région d'Abengourou et celle

de Bouaké, etc. mais le réseau a conduit aussi la naissance d'un commerce dominé par des sociétés d'export-import et une floraison de marchés.

3-Essor des activités économiques et des services sociaux

Les commerces se répartissent essentiellement en trois catégories, d'abord le commerce fixe qui concerne les maisons de commerces et sociétés à succursales multiples ensuite le monde des intermédiaires et enfin les détaillants. L'ampleur de l'activité commerciale va favoriser la naissance des marchés. Pendant ce temps les écoles naissent et l'on assiste à la construction des centres de santé.

3 -1-. Expansion du commerce local

Le réseau de distribution des produits manufacturés dans la région est d'implantation déjà ancienne. Des succursales de grandes maisons de commerce étaient installées à Dimbokro depuis 1915-1920. Ce réseau de distribution est suffisamment ramifié pour desservir les centres importants de la région de Bocanda. Parmi ces entreprises commerciales la SCOA⁸, la CFAO⁹ et la CFCI¹⁰ se démarquent par leur importante activité dans la région. Ces entreprises commerciales ont installé des factoreries dans les centres importants de la région de Bocanda. Le dynamisme de ces entreprises leur ont permis de créer quelques succursales dont l'UNACI¹¹ et de prendre des participations d'autres sociétés commerciales comme SOVINCI¹². L'un des investissements de la SCOA, connu par la population locale est la chaîne avion. Ce réseau de succursales a connu un grand succès commercial (P. K. Yao, 1995, p. 33). Elle dispose des succursales réparties sur l'ensemble de la région de Bocanda. À côté des grandes maisons commerciales, d'autres maisons de commerce comme Massieyes & Ferras, Ahile Gal, De Teissières, les frères Louis et Edgard Haramba, Delpeyrou, Texaco, Sipao¹³, avaient en plus de leur dépôt de gros à Dimbokro, des succursales de détail dans les localités importantes de la région. Les camions-magasins ou camions-bazars, qui rayonnent six jours par semaine dans un rayon de 50 à 80 km autour de leur point

⁸- Société Commerciale Ouest Africaine

⁹- Compagnie Française de l'Afrique Occidentale

¹⁰- Compagnie Française de Côte d'Ivoire

¹¹- Union Africaine pour le Commerce et l'Industrie

¹²- Société des vins de Côte d'Ivoire

¹³- S. Saganogo, entretien du 16-03 2024 à Ouellé

d'attache. Ces camions ne vendent que les marchandises les plus courantes, et en particulier du savon, de l'huile, du sel, du sucre, du vin, etc.

Les maisons de commerce demeurent à la base du commerce de marchandises, puisque ce sont elles qui approvisionnent tous les autres commerces. Elles jouent toujours un rôle important dans le ramassage des produits. Pour le commerce de détail, elles ont opéré une reconversion en créant des chaînes de distribution de détail à succursales multiples ou des chaînes de commerçants. Le commerce indépendant représente toujours la majorité du commerce de demi-gros et de détail, et la totalité du commerce de « petit détail ». Ils sont soit européens soit libanais, ou encore africains. Les commerçants européens sont soit demi-grossistes, soit détaillants. Les demi-grossistes font du commerce général et sont souvent traitants. La tradition orale a donné les noms de quelques Européens qui ont exercé leurs activités dans la région. Il s'agit de la famille Bourgarel, les frères Bonpahin, Jean Bergnons, Baumel, Michel sautier, etc. Les commerçants européens s'approvisionnent dans les grandes maisons de commerce.

Le commerce syrien est géré par des commerçants Libano-syrien dans tous les centres importants de circonscription administrative de Bocanda, même les plus récentes et les plus petites. Les commerçants syriens servent d'intermédiaire entre les maisons de commerce et les petits détaillants africains. Ils participent presque toujours au ramassage des produits de traite. Leur achalandage est très variable, il peut aussi bien comporter un grand nombre d'articles de demi-gros ou de détail. Le commerce africain est aux mains des commerçants africains. Ils sont peu nombreux dans le commerce gros, de demi-gros et ne distribuent qu'un nombre de produits. En effet, ce sont la plupart du temps des transporteurs publics, qui possèdent un entrepôt et profitent des voyages de retour de leurs camions pour faire venir d'Abidjan les marchandises les plus couramment consommées par les planteurs au cours de la traite (tôles ondulées et ciment pour construire les maisons « en dur », vin, bière et boissons non alcoolisées, sel, sucre, huile, savon, tissus de pagne, etc.). Parmi ces commerçants africains, deux d'entre eux se distinguent de par leurs activités, il s'agit d'Aman Bilé et Attoubè Kouao¹⁴. Ces gros commerçants-transporteurs sont souvent des ivoiriens ou étrangers : maliens et guinéens.

¹⁴- entretien réalisé le 13-03-2024 à Daoukro

3-2- Structuration et croissance des marchés régionaux

Dès l'installation des postes administratifs ou militaires, ils constituent des points de convergence. Les premiers administrateurs s'efforcèrent de créer des marchés et d'attirer des commerçants originaires des pays musulmans du nord susceptible de servir d'intermédiaires avec les ruraux Baoulé, tant pour l'approvisionnement en vivres et denrées locales que pour la diffusion des marchandises européennes qui commençaient à arriver par portage, en petites quantités. Les commerçants, ainsi que les familles de militaires Sénégalais ou Malinké des garnisons, ont constitué les premiers noyaux de peuplement. À l'origine, les éléments agglutinés autour des postes, proviennent de régions extérieures diverses et la participation Baoulé reste infime. L'emplacement de chaque poste n'a pas été déterminé par des motivations économiques : leur transformation plus ou moins rapide en centre urbain dépendra de la naissance d'activités commerciales et de courants d'échanges nouveaux. Le marché rural de Bocanda chef-lieu de subdivision n'a l'importance de marché semi-urbain, mais, il est cependant permanent. Celui de Daoukro a connu un essor rapide et ressent à cause de l'importance de la production agricole. Le marché rural quotidien est celui de Ouellé ou ceux des gros villages situés sur une route assez fréquenté (Ananda Kouadiokro et Gbonou). Dans l'ensemble, il n'existe pas de zone totalement dépourvue de marché et fait plus remarquable, tous les marchés même les marchés de brousses sont desservis par une ligne régulière de taxi. Le tableau suivant nous montre les différents types de marchés que l'on trouve dans la région de Bocanda en 1968.

Tableau n°3 : les différents types de marchés dans la région de Bocanda en 1968

Type de Marché Secteur	Marché semi-urbain quotidien	Marché rural quotidien	Marché rural bi- hebdomadaire	Marche de brousse hebdomadaire
Bocanda	Bocanda		Gbonou Kouassi- Kouassikro	Aoussoukro Koliakro N'zèkrèsinsou Bounda
Daoukro	Daoukro			Agni-assikasso Kongoti
Ouellé		Ouellé Ananda- kouadiokro		Etroukro

Source: C. Benveniste, 1969: 104.

En raison de leur nombre et de leur répartition, les marchés n'ont qu'un rayon d'attraction limité. Les marchés semi-urbain connaissent une plus grande affluence, des gens viennent de loin une fois ou deux

fois par semaine. Les marchés rural et marchés de brousse se tiennent aussi les jours des repos agricoles et connaissent par là-même une relative affluence. La présence de plusieurs types de marchés montre le développement du commerce dans la région de Bocanda.

Par ailleurs, les marchés jouent un rôle considérable dans l'économie familiale, ils procurent des revenus certes modestes, mais réguliers. Les paysans peuvent y écouler les productions secondaires ou des périodes de récoltes peu importantes (début et fin de campagnes), qu'ils auraient du mal à commercialiser en gros. L'importance des marchés ruraux dans le ravitaillement des villes peut paraître à certains égards réduits. Une partie de l'approvisionnement citadin se fait par des circuits directs, du producteur au détaillant ou au consommateur. L'essentiel des volumes échangés passe par des collecteurs, qui vont chercher les denrées sur les lieux de production, et les cèdent à des grossistes installés dans les foyers de consommation. La majorité des flux se fait directement des villages, voire des champs, aux centres de groupage et aux grandes agglomérations urbaines. Dans tous ces cas, les circuits ne semblent pas passer par le marché rural. Cette observation doit cependant être nuancée. Les marchés ruraux sont une base de renseignements primordiale pour les négociants ou pour leurs employés qui parcourent la campagne. L'on peut y connaître rapidement l'état des récoltes locales, les prix, les lieux où des denrées sont à vendre. Ils servent souvent de centres de groupage des productions pour les marchands. Si l'on ajoute dans bien des cas, le marché est le lieu où les producteurs prennent contact avec des collecteurs qui viennent ensuite chercher la marchandise au village ou bord champ, l'on en mesure toute l'importance. En ville, le marché de détail est le lieu sinon exclusif du moins essentiel du ravitaillement des ménages. Les autres types d'approvisionnement, variés, restent secondaires. L'agriculture intra ou périurbaine, qui permet l'auto-approvisionnement, est notable surtout dans les centres de la région de Bocanda. Les boutiques, nombreuses, fournissent surtout des articles manufacturés, le commerce de rue porte sur des produits secondaires (fruits ... et sur les plats consommés hors domicile (du type attiéké), qui ne sauraient satisfaire l'ensemble des besoins quotidiens. Ainsi, dans les centres semi-urbains comme à la campagne, les marchés occupent une place considérable dans le commerce vivrier. Celle-ci varie cependant en fonction de multiples facteurs, particulièrement leur activité et leur densité. Les produits vendus peuvent se répartir en trois catégories principales (A. L. Bonnefonds, 1968, p. 410). Les produits locaux, commercialisés par les

producteurs eux-mêmes ou des revendeurs, les produits importés d'autres pays d'Afrique, les marchandises diverses telles que produits alimentaires en conserve, tissu, articles de bazar, etc. D'autres déplacements sont provoqués par les démarches administratives ou par les visites aux centres hospitaliers, dont l'attraction se fait largement sentir en milieu rural depuis quelques années.

3-3- Émergence des établissements scolaires et des infrastructures sanitaires

L'une des avantages du développement de l'activités agricole dans la région est la mise en place progressive des écoles et la construction des centres des santés.

Pour organiser l'enseignement en Côte d'Ivoire, le Gouverneur Binger fait appel à la SMAIL¹⁵. Cette démarche s'appuie, sur le plan technique, l'indéniable sens de l'organisation de la smail en matière d'enseignement mais aussi sur la nécessité de débarrasser l'administration d'un lourd fardeau financier car les missionnaires sont bon marché, moins exigeant et rentre moins en France. Sur le plan stratégique, l'administration coloniale affirme sa préférence en faveur de l'enseignement catholique pour contrer l'islam et, surtout repousser l'influence de l'islam.

Avec le développement des cultures de cacao et de café puis l'augmentation rapide de la population les écoles primaires vont se multiplier dans la région de Bocanda. Ainsi entre 1946 à 1970, une école primaire laïque et une école catholique à Ouellé. Quelques écoles primaires à Daoukro et un collège d'enseignement Générale à Bocanda et des écoles primaires voient le jour (C. Benveniste, 1969, p. 50). À cela s'ajoute des écoles primaires dans quelques villages dont la plupart sont limité au cours élémentaire.

L'assistance médicale est un devoir et un intérêt pour l'administration coloniale en ce sens que le développement économique n'est possible que grâce à la population locale. Le colonisateur a intérêt à ce que cette population soit en bonne santé. Ainsi, les formations sanitaires se regroupent donc de la façon suivante, l'hôpital principal d'Abidjan avec son quartier et son dispensaire, les ambulances de premières catégorie de Bassam et de Bouaké, les ambulances de deuxième catégorie de Tabou, d'Aboisso, de Sassandra et de Lahou, des dispensaires avec maternité tenus par des médecins européens ou à défauts

¹⁵- Société Missionnaire Africaine de Lyon

par des médecins auxiliaires indigènes installés dans les chefs-lieux de cercle, des postes médicaux dans les subdivisions et les formations importantes tenus par les infirmiers (B. N. Kouamé, 2015, p. 248).

Les postes médicaux s'ils étaient les derniers termes de l'organisation sanitaire de la colonie y occupent toutefois une place très importante. Dans la région de Bocanda, le poste médical se localise au chef-lieu de région, tenu par les infirmiers, ils représentent les formations d'Assistance de la région. Ils sont surtout destinés aux pansements et aux soins d'urgence. Le développement des cultures de café et de cacao, l'arrivée massive des populations puis la prospérité économique de la région a conduit le service de santé de la région à des vagues de modifications. Ainsi, Bocanda qui était un poste médical devient un hôpital général à partir de 1960. Les localités de Ouellé et Daoukro, sont dotées de dispensaires et de maternités¹⁶. À cela s'ajoute un autre poste médical celui de Kouassi-Kouassikro. Les infirmiers visitent les villages en tant qu'agents d'hygiène mobile et y entreprennent la lutte contre les maladies telles que le pian, dépistent les maladies contagieuses et appliquent le cas échéant, les mesures les plus urgents, donnent des conseils d'hygiène s'occupent tout particulièrement de l'assainissement des localités de la question si importante des eaux d'alimentation, inculquent aux villages des notions pratiques simples concernant la propriété du corps, du linge et de l'habitation¹⁷. Leur rôle est techniquement simple mais d'une importance sociale extrême pour la région. En effet, ils condensent l'application des mesures les plus efficaces pour le maintien de la santé des populations éparses dans la région.

Conclusion

Au terme de notre travail, nous pouvons affirmer que les nouvelles stratégies de mise en valeur des années 1946 et les actions entrepris par les leaders syndicaux ont permis aux plantations de café et de cacao de prendre un essor considérable entre 1950-1965. Ce développement de l'économie de plantation a été possible grâce à la migration qui se sont dirigés vers les secteurs les plus attractifs de la région de Bocanda. L'intensité de la production agricole a conduit au développement du commerce, la création de plusieurs types de marchés dans la région. Des écoles et des centres de santé sont également construites y compris la création des infrastructures routières pour l'évacuation des productions agricoles et la distribution des

¹⁶- Monographie de la sous-préfecture de Daoukro

¹⁷- Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française, 1931, p.134

marchandises européens. Le développement de la culture du café et du cacao a permis la région de Bocanda de connaître un développement entre 1946-1970.

Bibliographie

1- Sources

ANCI, 1RR39, Colonie de Côte d'Ivoire, Cercle N'Zi-Comoé, (n°137) : Correspondance du gouverneur à Bingerville au Commandant de Dimbokro au sujet des plantations agricoles et de l'écoulement de certains produits agricoles vers la métropole 1907-1922.

ANCI, 1RR39, Colonie de Côte d'Ivoire, Cercle N'Zi-Comoé, (n°137) : Correspondance du gouverneur à Bingerville au Commandant de Dimbokro au sujet des plantations agricoles et de l'écoulement de certains produits agricoles vers la métropole 1907-1922.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, *L'agriculture ivoirienne, 20 années de développement agricole, 1960-1980*, Ediafric, Paris XVI, 186 p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, *Dix ans de développement agricole 1960 – 1969, perspective d'avenir*, 165 p.

2- Ouvrages

ADJELOU Jean-Baptiste, 1988, *Le développement économique en Côte d'Ivoire 1920-1939*, Mémoire de DEA, UNCI, Département d'Histoire faculté des Lettres et Sciences Humaines, 196P.

ADONI Kpélé Hervé, 2013, *La cacao culture dans le N'Zi-Comoé 1915-1990*, Thèse de doctorat unique d'histoire, univ FHB, Abidjan, 301P.

AMON-d'Aby François Joseph, 1951, *La Côte d'Ivoire dans la cité africaine*, Paris, Larose, 206 p.

BENVENISTE Corinne, 1969, *Etude régionale des circuits de transport, la boucle de cacao*, ORSTOM, 229 p.

Kouadio Serge YAO :

*Le binôme café-cacao dans le développement socio-économique de la région de Bocanda :
1946-1970*

Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française, 1931, *La Côte d'Ivoire*, Paris, 190p. KOUAME N'guessan Bernard, 2015, *Les mutations socio-économique dans le Baoulé-Nord 1850 à 1975*, Université Alassane Ouattara, Thèse de doctorat unique, Bouaké, 457 p.

N'DRI Ouatta, 1978 « Stratégie foncières, productions vivrières à Bocanda », *le dynamisme foncier et l'économie de plantation*, Publication inter-instituts CIRES – IGT – GERDAT – ORSTOM, PP 1- 16.